

La IIIe République :
un régime , un
empire colonial

1. République
2. Colonisation
3. Société coloniale

2

L'expansion coloniale en Afrique (1870-1914)

Carte interactive

www.lienmini.fr/hgtechno1-018



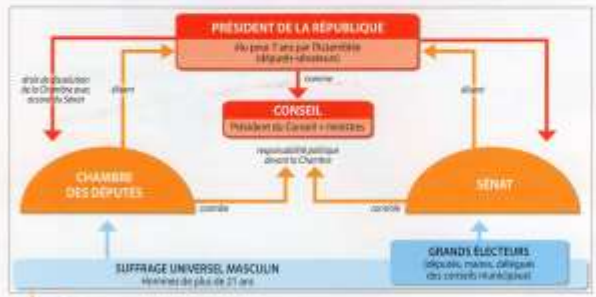
Dossier 1 Affirmer les libertés et unifier la nation

La République naît dans un contexte difficile. En 1870-1871, « année terrible » selon Victor Hugo, la France vaincue par l'Allemagne est déchirée par la guerre civile et la Commune de Paris. Les Républicains sont minoritaires face aux oppositions monarchistes et bonapartistes. Néanmoins, ils stabilisent le régime politique en garantissant les libertés fondamentales et en gagnant le soutien de la nation.

Comment la République s'affirme-t-elle ?



1 ► Ancrer les pratiques démocratiques et les libertés
Élections législatives de 1881. Ce qu'a fait la République, 1881, estampe. Musée Carnavalet, Paris.



2 ► La III^e République, une démocratie parlementaire

- 3 ► Les lois sur les libertés fondamentales
- 16 juin 1881 : Gratuité de l'enseignement primaire.
 - 30 juin 1881 : Autorisation des réunions publiques.
 - 29 juillet 1881 : Liberté de la presse.
 - 28 mars 1882 : Enseignement primaire obligatoire et la laïcité de l'enseignement.
 - 27 juillet 1884 : Reconnaissance du divorce.

4 ► Construire la nation dans le cadre de la République

Le Tour de France par deux enfants est publié en 1877 par Augustine Fouillée sous le pseudonyme de G. Bruno. Ce livre pour écolier suit le parcours à travers la France d'André et Julien Volden, deux orphelins qui choisissent de quitter l'Alsace après son annexion par l'Allemagne. Chaque étape de leur voyage devient l'occasion de mettre en valeur la France et ses richesses. L'ouvrage rencontre un très grand succès : 6 millions d'exemplaires sont vendus entre sa première parution et 1901.

Le père d'André et de Julien, un brave charpentier veuf de bonne heure, qui avait élevé ses fils dans l'amour de la patrie, songea comme tant d'autres Alsaciens et Lorrains à émigrer en France. Il tâcha donc de réunir quelques économies pour les frais du voyage. [...] André, de son côté, travaillait courageusement en apprentissage chez un serrurier. Tout était prêt pour le voyage, l'époque même du départ était fixée, lorsqu'un jour le charpentier vint à tomber d'un échafaudage. On le rapporta mourant chez lui. [...] [Les deux enfants se réunissent autour de leur père.] André comprit le regard paternel, il se pencha vers le mourant :
- Père, répondit-il, j'élèverai Julien et je veillerai sur lui comme vous l'avez fait vous-même. Je lui enseignerai, comme vous le faisiez, l'amour de Dieu et l'amour du devoir. [...] Le père essaya une faible sourire, mais son œil, [...] sembla attendre d'André quelque autre chose. André le voyait inquiet [...] ; il se pencha. [...] Un mot plus léger qu'un souffle arriva à l'oreille d'André :
- France !
- Oh ! s'écria le fils aîné avec élan, soyez tranquille, cher père, je vous promets que nous demeurerons les enfants de la France ; nous quitterons Phalsbourg pour aller là-bas ; nous resterons français, quelque peine qu'il faille souffrir pour cela.

G. Bruno, Le Tour de France par deux enfants, 1877.

Notion

Libertés fondamentales : libertés définies par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789). Elles correspondent aux droits dont dispose chaque individu en tant qu'être humain.



5 ► Célébrer la Révolution pour célébrer la République
Affiche du centenaire de la République française, 1892. Bibliothèque nationale de France, Paris.

Questions

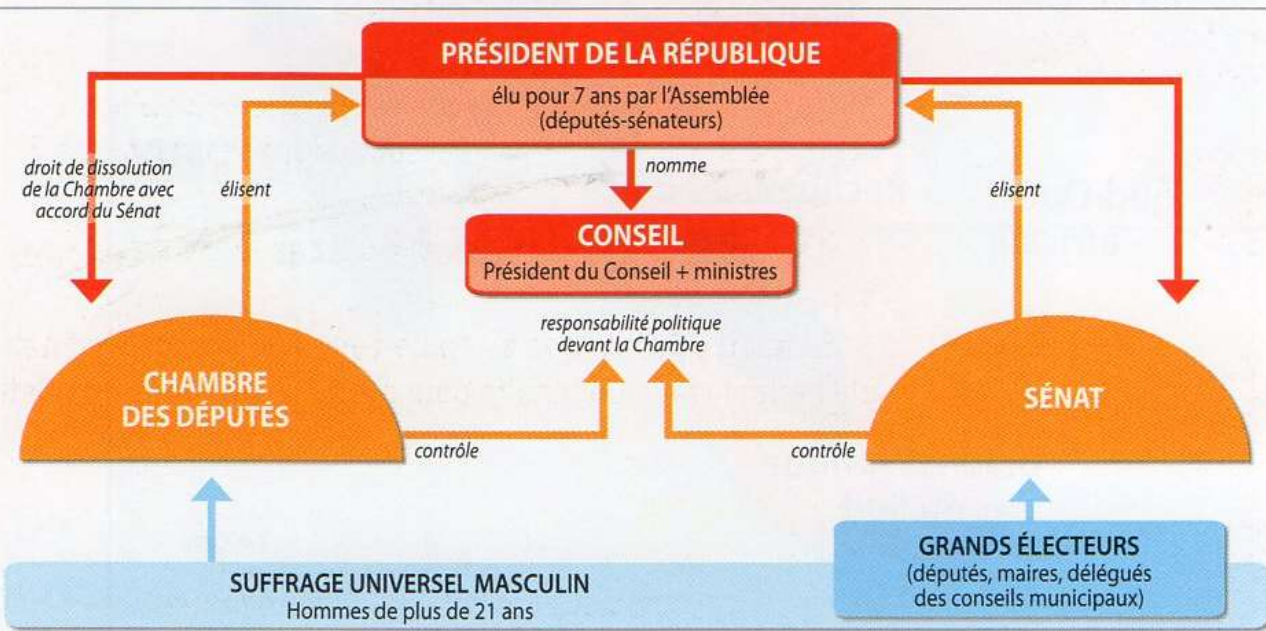
1. Quelles libertés sont obtenues avec la mise en place de la III^e République ? Pourquoi sont-elles fondamentales ? (doc. 2, 3)
2. Pourquoi la République est-elle un régime démocratique et parlementaire ? (doc. 1, 2)
3. En quoi la République s'appuie-t-elle sur le sentiment national et l'héritage révolutionnaire pour s'enraciner dans la population ? (doc. 4, 5 et Ripert p. 92)

Vers le bac

4. À partir des documents 1 et 5, montrez comment la III^e République s'est progressivement enracinée en France.

Questions

1. Quelles libertés sont obtenues avec la mise en place de la III^e République ? Pourquoi sont-elles fondamentales ?
(doc. 2, 3)



2 ► La III^e République, une démocratie parlementaire

3 ► Les lois sur les libertés fondamentales

16 juin 1881

Gratuité de l'enseignement primaire.

30 juin 1881

Autorisation des réunions publiques.

29 juillet 1881

Liberté de la presse.

28 mars 1882

Enseignement primaire obligatoire et la laïcité de l'enseignement.

27 juillet 1884

Reconnaissance du divorce.

Elections Legislatives de 1881. CE QU'A FAIT LA RÉPUBLIQUE

POLITIQUE POPULAIRE



Voilà ce que nous avait légué l'Empire. Le Prussien (voilà regardant) brûler Paris.



La République a d'abord libéré le territoire: chaque Français lui a apporté son obole et tous les peuples de la terre lui ont apporté leur crédit.



La République nous a donné le parlement, car c'est la chambre de nos députés et non plus un seul homme qui peut déclencher la guerre.



Elle nous a donné l'Égalité de tous devant la Conscription: Bourgeois, Ouvriers, Instituteurs, Prêtres et Paysans, tous sont égaux à la caserne.



La République a mis fin aux entreprises des anciens partis que les derniers efforts de leur haines intradites ont rendus désormais impuissants.



La République a rendu Paris au Parlement, et le Parlement à Paris.



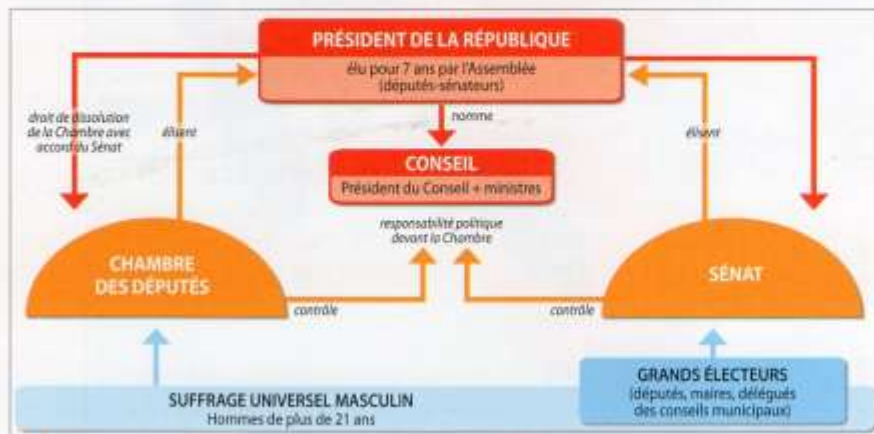
Par un acte de sagesse et de prévoyance politique, l'Administration a jeté un voile sur les restes de nos discordes civiles sans faire courir de péril à l'ordre Républicain.



Son effort de prédilection s'est porté sur les lois d'éducation nationale, le budget des Ecoles a été doublé, et l'instruction de tous assurée.

1 ► Ancrer les pratiques démocratiques et les libertés

Elections législatives de 1881. Ce qu'a fait la République, 1881, estampe. Musée Carnavalet, Paris.



3 ► Les lois sur les libertés fondamentales

16 juin 1881

Gratuité de l'enseignement primaire.

30 juin 1881

Autorisation des réunions publiques.

29 juillet 1881

Liberté de la presse.

28 mars 1882

Enseignement primaire obligatoire

2. Pourquoi la République est-elle un régime démocratique et parlementaire ? (doc. 1.2)

4 ► Construire la nation dans le cadre de la République

Le Tour de France par deux enfants est publié en 1877 par Augustine Fouillée sous le pseudonyme de G. Bruno. Ce livre pour écolier suit le parcours à travers la France d'André et Julien Volden, deux orphelins qui choisissent de quitter l'Alsace après son annexion par l'Allemagne. Chaque étape de leur voyage devient l'occasion de mettre en valeur la France et ses richesses. L'ouvrage rencontre un très grand succès : 6 millions d'exemplaires sont vendus entre sa première parution et 1901.

Le père d'André et de Julien, un brave charpentier veuf de bonne heure, qui avait élevé ses fils dans l'amour de la patrie, songea comme tant d'autres Alsaciens et Lorrains à émigrer en France. Il tâcha donc de réunir quelques économies pour les frais du voyage. [...] André, de son côté, travaillait courageusement en apprentissage chez un serrurier.

Tout était prêt pour le voyage, l'époque même du départ était fixée, lorsqu'un jour le charpentier vint à tomber d'un échafaudage. On le rapporta mourant chez lui. [...] [Les deux enfants se réunissent autour de leur père.]

André comprit le regard paternel, il se pencha vers le mourant :

- Père, répondit-il, j'élèverai Julien et je veillerai sur lui comme vous l'eussiez fait vous-même. Je lui enseignerai, comme vous le faisiez, l'amour de Dieu et l'amour du devoir. [...]

Le père essaya un faible sourire, mais son œil, [...] semblait attendre d'André quelque autre chose. André le voyait inquiet [...] ; il se pencha. [...] Un mot plus léger qu'un souffle arriva à l'oreille d'André :

- France !

- Oh ! s'écria le fils aîné avec élan, soyez tranquille, cher père, je vous promets que nous demeurerons les enfants de la France ; nous quitterons Phalsbourg pour aller là-bas ; nous resterons français, quelque peine qu'il faille souffrir pour cela.

G. Bruno, *Le Tour de France par deux enfants*, 1877.

3. En quoi la République s'appuie-t-elle sur le sentiment national et l'héritage révolutionnaire pour s'enraciner dans la population ?
(doc. 4, 5 et Repère 1 p. 92)



5 ► Célébrer la Révolution pour célébrer la République

Affiche du centenaire de la République française, 1892.
Bibliothèque nationale de France, Paris.

La France, une République laïque

La séparation des Églises et de l'État en 1905 est la dernière étape législative du programme de laïcisation de la société entamé par les Républicains depuis le début des années 1880. La République garantit la liberté de conscience et de culte et cantonne la religion à la sphère privée. L'enjeu est majeur dans une France majoritairement catholique où l'Église joue un rôle important.

► Quelle politique mène la République pour laïciser la société ?



ÉCOLE DE BUIGNY-LES-GAMACHES

1 ► L'école, lieu de diffusion de la morale laïque

Photo de classe dans la cour devant le tableau noir, école de Buigny-les-Gamaches (Somme), vers 1910. Musée de l'Éducation nationale, Rouen.

3 ► Loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 (extrait)

Art. 1^{er} La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Art. 2 La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, [...] seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. [...]

Art. 3 [...] Il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1° Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ;

2° Des biens de l'État, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Art. 12 Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres [...] sont et demeurent propriétés de l'État, des départements, des communes [...].

Art. 13 Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer [...].

Art. 28 Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'opposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.

2 ► Laïciser la société

1880

Décret contre les congrégations non autorisées.

1882

Loi sur l'enseignement primaire obligatoire et la laïcité de l'enseignement.

1884

Loi rétablissant le divorce.

1886

Loi laïcisant le personnel des écoles publiques.

1901

Loi sur les associations. Sa stricte application entraîne des expulsions de congrégations non autorisées.

1904

L'enseignement est interdit aux congrégations.

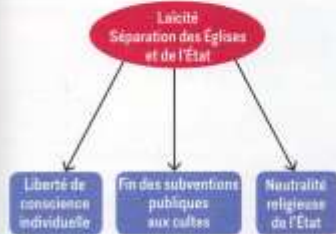


4 ► La rupture entre la République et le Vatican

Lithographie anonyme, 1904. Musée Jean-Jaurès, Castres. Le président du Conseil Émile Combes **A**, à l'origine de la loi de séparation des Églises et de l'État, rompt avec le Vatican en séparant les liens entre le pape **B** et la République **C**. Il est inspiré par Voltaire, philosophe des Lumières **D**. Un moine ivre dort au sol **E**.

Notion

Laïcité : principe selon lequel l'État reste neutre en matière religieuse tout en protégeant la liberté de conscience.



5 ► La crise des inventaires

Paul Dufresne, La Bagarre à l'église Sainte-Clothilde à Paris, dessin, 1905.

Dans toute la France, des violences éclatent devant des lieux de culte, allant jusqu'à faire un mort.

Questions

1. Quel rôle joue l'école de la III^e République dans la laïcisation de la société ? (doc. 1, 2)
2. Quels sont les fondements de la loi de séparation des Églises et de l'État ? (doc. 3)
3. Quelles sont les tensions générées par la politique de laïcisation de la III^e République ? (doc. 4, 5)

Vers le bac

4. À partir des documents 2 et 3, décrivez et expliquez les différentes étapes de la laïcisation menées par la III^e République.

Aide

Afin de répondre à la question, il faut que vous vous interrogiez sur l'objectivité de cette estampe. Après avoir défini l'opinion de l'auteur, réfléchissez aux représentations utilisées pour valoriser son point de vue ou décredibiliser l'adversaire. Pour enrichir votre réponse, n'hésitez pas à aller chercher des renseignements biographiques sur Émile Combes.



ÉCOLE DE BUIGNY-LES-GAMACHES

1 ► L'école, lieu de diffusion de la morale laïque

Photo de classe dans la cour devant le tableau noir, école de Buigny-les-Gamaches (Somme), vers 1910. Musée de l'Éducation nationale, Rouen.

2 ► Laïciser la société

1880

Décret contre les congrégations non autorisées.

1882

Loi sur l'enseignement primaire obligatoire et la laïcité de l'enseignement.

1884

Loi rétablissant le divorce.

1886

Loi laïcisant le personnel des écoles publiques.

1901

Loi sur les associations. Sa stricte application entraîne des expulsions de congrégations non autorisées.

1904

L'enseignement est interdit aux congrégations.

Questions

1. Quel rôle joue l'école de la III^e République dans la laïcisation de la société ? (doc. 1, 2)

3 ► Loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 (extrait)

Art. 1^{er} La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Art. 2 La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, [...] seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. [...]

Art. 3 [...] Il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1° Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ;

2° Des biens de l'État, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Art. 12 Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres [...] sont et demeurent propriétés de l'État, des départements, des communes [...].

Art. 13 Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer [...].

Art. 28 Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.



4 ► La rupture entre la République et le Vatican

Lithographie anonyme, 1904. Musée Jean-Jaurès, Castres. Le président du Conseil Émile Combes **A**, à l'origine de la loi de séparation des Églises et de l'État, rompt avec le Vatican en séparant les liens entre le pape **B** et la République **C**.



5 ► La crise des inventaires

Paul Dufresne, *La Bagarre à l'église Sainte-Clotilde à Paris*, dessin, 1906.

Dans toute la France, des violences éclatent devant des lieux de culte, allant jusqu'à faire un mort.

3. Quelles sont les tensions générées par la politique de laïcisation de la III^e République ? (doc. 4, 5)

Encore jeune et fragile, la III^e République est contestée de toutes parts. La crise boulangiste révèle l'antiparlementarisme d'une partie de la population tandis que les attentats anarchistes s'opposent à la République considérée comme bourgeoise. L'Affaire Dreyfus remet en cause la République dans ses fondements.

Comment la République a-t-elle dépassé les crises auxquelles elle a été confrontée ?

1 ► Le général Boulanger et la tentative de pouvoir autoritaire

Le général Boulanger est nommé ministre de la Guerre en 1886. Très populaire, il est poussé à la démission. Soutenu par les monarchistes et les bonapartistes. Il est considéré comme une menace pour la République par Émile Zola.

Boulanger ! C'est un pieu surmonté d'un chapeau, un chapeau galonné et empanaché ! Pas autre chose. Et le pire, c'est que ce pieu répond à un besoin mal dissimulé de la nation, au besoin d'une domination quelconque : royauté, empire, dictatorial, gambettisme, ou boulangisme. Quoi que nous en disions, nous n'empêcherons pas que durant dix-huit siècles la France n'ait été un pays résolument monarchique. L'échine de tout Français porte le pli de cette longue sujétion. Les globules

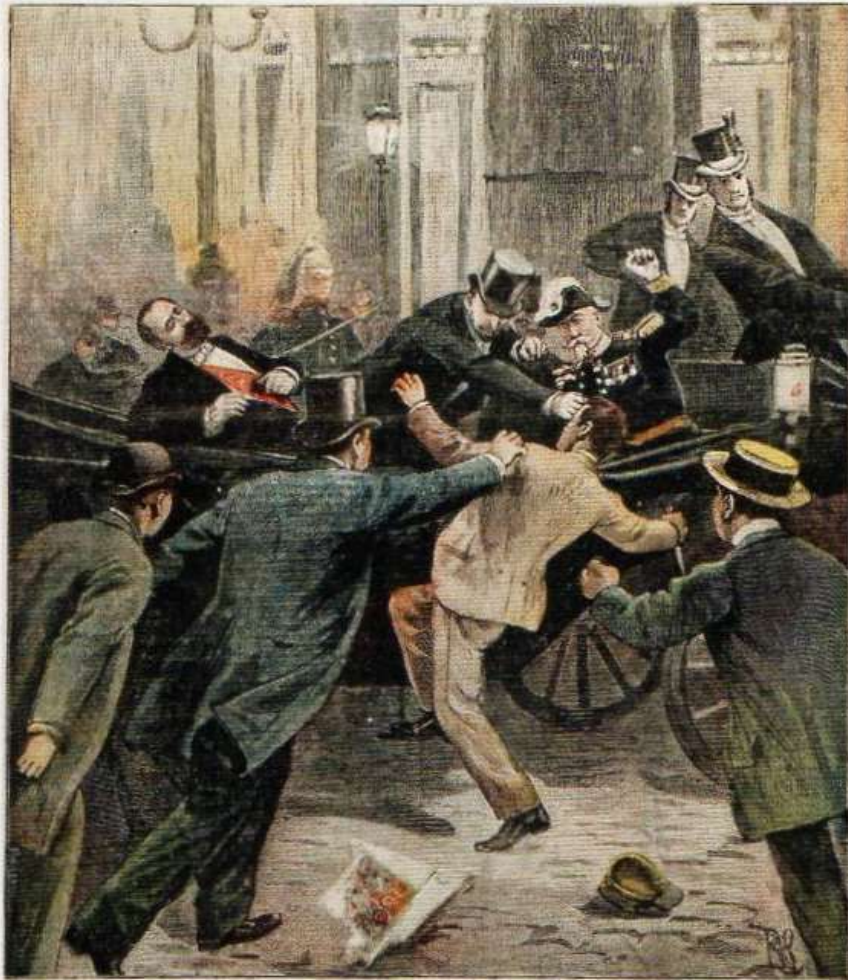
Questions

1. Quels sont les principaux soutiens au général Boulanger ? En quoi s'opposent-ils à la République parlementaire ? (doc. 1)

de notre sang sont monarchistes. Et nos aspirations vers la République, notre beau rêve d'une nation qui se gouverne elle-même, sont en perpétuel conflit avec ces puissants vestiges d'atavisme.

Je n'en veux pas chercher d'autre preuve que dans le spectacle d'erreurs, de bêtises et d'impuissances que nous ont offert ces dix-huit dernières années et qui est bien fait pour désespérer un observateur, même indifférent et patient, bien fait surtout pour désespérer la foule – cette inconsciente : la foule qui, sans le raisonner et le discuter, se ressent du malaise qui pèse sur nous tous et qui, vaguement, cherche à s'en évader, fût-ce pour se jeter dans les bras d'un dictateur.

Interview d'Émile Zola donnée
au *Figaro* le 29 mars 1888.



ASSASSINAT DU PRÉSIDENT CARNOT
LE CRIME

2 ► Attentat contre le président Sadi Carnot

Le Petit journal, 2 juillet 1894.

L'anarchiste Caserio, poignarde
le président de la République à
Lyon, le 24 juin 1894.

2. Pourquoi l'assassinat de Sadi Carnot est-il révélateur
d'une profonde remise en cause des institutions républicaines
par les anarchistes ? (doc. 2)

3. Pourquoi l'article d'Émile Zola, « J'accuse », a-t-il joué un rôle fondamental dans l'Affaire Dreyfus ? (doc. 4)

Vers le bac

4. À partir des documents 3 et 5, montrez comment et pourquoi la société française se divise sur l'Affaire Dreyfus.

4 ► L'Affaire Dreyfus : de l'erreur judiciaire au scandale d'État

J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables. [...]

J'accuse le général Billot¹ d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées [...] dans un but politique et pour sauver l'état-major compromis.

J'accuse le général de Boisdeffre et le général Gonse² de s'être rendus complices du même crime, l'un sans doute par passion cléricale, l'autre peut-être par cet esprit de corps qui fait des bureaux de la guerre l'arche sainte, inattaquable. [...]

J'accuse enfin le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit, en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable. [...] Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le fruit de mon âme. Qu'on ose donc me traduire en cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends.

Émile Zola, « J'accuse, lettre au président de la République », paru dans *L'Aurore*, 13 janvier 1898.

1. Ministre de la Guerre.
2. Respectivement chef et sous-chef d'état-major.



5 ► L'engagement dreyfusard

Il faudra bien qu'un jour, sous la poussée de la conscience publique, les gouvernants demandent [...] aux juges du Conseil de guerre : « Oui ou non, cet homme a-t-il été jugé sur des pièces ignorées de lui ? » Et la réponse n'est pas douteuse. [...]

Ce jour-là, nous aurons le droit de nous dresser, nous socialistes, contre tous les dirigeants qui depuis des années nous combattent au nom des principes de la Révolution française.

« Qu'avez-vous fait, crierons-nous, de la Déclaration des droits de l'homme et de la liberté individuelle ? Vous en avez fait mépris ; vous avez livré tout cela à l'insolence du pouvoir militaire. Vous êtes les renégats de la Révolution bourgeoise. » [...]

Or parmi ces lois, celle qui ne permet pas de condamner un homme, quel qu'il soit, sans discuter avec lui, est la plus essentielle peut-être. [...] Nous défendons les garanties légales contre les juges galonnés qui les brisent, comme nous défendrions au besoin la légalité républicaine contre les généraux d'un coup d'État. [...] Ce n'est donc pas servir seulement l'humanité, c'est servir directement la classe ouvrière que de protester, comme nous le faisons, contre l'illégalité, maintenant démontrée du procès Dreyfus.

Jean Jaurès, député républicain socialiste, *Les Preuves*, 1898.



Vers le bac

4. À partir des documents 3 et 5, montrez comment et pourquoi la société française se divise sur l'Affaire Dreyfus.



3 ► Une presse antidreyfusarde antisémite

Dessin de Chanteclair, *La Libre Parole illustrée*, n° 70, 10 novembre 1894.

« À propos de Judas Dreyfus – Français, voilà huit années que je vous le répète chaque jour !!! »

- A Édouard Drumont, journaliste antisémite
- B Ouvrages antisémites publiés par Drumont
- C Alfred Dreyfus

1 ► Une politique républicaine coloniale conquérante

La politique d'expansion coloniale est un système politique et économique, je disais qu'on pouvait rattacher ce système à trois ordres d'idées ; à des idées économiques, à des idées de civilisation [...] et à des idées d'ordre politique et patriotique. [...] Sur le terrain économique, je me suis permis de placer devant vous, [...] les considérations qui justifient la politique d'expansion coloniale au point de vue de ce besoin de plus en plus impérieusement senti par les populations industrielles de l'Europe et particulièrement de notre riche et laborieux pays de France, le besoin de débouchés. [...]

Quand les soldats et les explorateurs espagnols introduisaient l'esclavage dans l'Amérique centrale, ils n'accomplissaient pas leur devoir d'hommes de race supérieure. [...] Mais, de nos jours, je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, avec grandeur et honnêteté, de ce devoir supérieur de civilisation. [...]

Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure, toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer, [...] c'est descendre du premier rang au troisième ou au quatrième.

Jules Ferry, Discours à la Chambre des députés, 1885.

Questions

1. Comment la République justifie-t-elle sa politique coloniale au niveau national et international ? (doc. 1, 5)



5 ► Une République fille de son époque

Les Colonies françaises, affiche, 1900.

4 ► L'empire colonial français en 1914



5 ► Une République fille de son époque

2. Quelle est l'étendue de l'empire colonial français à la veille de la Première Guerre mondiale ? (doc. 4, 5 et Repère 2 p. 93)

3 ► Une dénonciation de la domination coloniale

Félicien Challaye participe en 1905 à la mission Brazza chargée d'enquêter sur l'administration coloniale au Congo. Son témoignage est accablant. Les populations colonisées sont soumises au Code de l'indigénat qui définit des lois spécifiques et restrictives dans lesquelles elles sont des sujets de la République et non des citoyens.

M. de Brazza [...] vit une administration despotique et avide d'établir des impôts mal calculés ou vexatoires, en exiger le recouvrement par des procédés souvent brutaux, effrayer les Indigènes et les éloigner des postes au lieu de les en rapprocher par une efficace protection. Il vit les com-

pagnies concessionnaires¹, rapaces et cyniques, essayer de reconstituer un nouvel esclavage, tâcher d'imposer aux Noirs, par la menace ou la violence, un travail mal rémunéré, au lieu de chercher à les attirer par un libre et loyal commerce. Il connut dans tous ses détails l'odieuse histoire du Haut-Chari [Congo français] : portage obligatoire, camps d'otages, razzias et massacre.

Félicien Challaye, *Cahiers de la quinzaine*, 1905, cité par Vincent Duclert, *La République imaginée*, Belin, 2014 (2^e ed.).

1. Compagnies privées auxquelles l'État a donné l'exploitation de territoires coloniaux en Afrique équatoriale.

3. Quelles sont les critiques portées contre la domination coloniale ? (doc. 3)



LE PETIT CHAPERON ROUGE

- Mère-grand, comme vous avez de grandes dents!
- C'est pour manger ta galette, mon enfant!

2 ► La crise de Fachoda

Le Petit journal, 20 novembre 1898.

L'ancien poste militaire égyptien de Fachoda se trouve à l'intersection des ambitions françaises et anglaises en Afrique. Son contrôle donne lieu à un incident diplomatique majeur entre les deux puissances coloniales.



5 ► Une République fille de son époque

Les Colonies françaises, affiche, 1900.

Vers la bac

4. En décrivant les documents 2 et 5, expliquez pourquoi la colonisation est perçue comme un moyen d'affirmation de la puissance nationale.